

# Informations diverses

NOR : BCRE1022305V

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS  
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

---

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
Service comptable de l'Etat

---

## SITUATION MENSUELLE DE L'ÉTAT

---

**JUIN 2010**

---

### SOMMAIRE

Notes méthodologiques et glossaire  
Commentaires  
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice  
Solde d'exécution budgétaire en gestion  
Dépenses par titres et catégories  
Dépenses par missions et par programmes  
Recettes du budget général :  
    Recettes fiscales  
    Recettes non fiscales  
    Prélèvements sur recettes et fonds de concours  
Opérations des comptes spéciaux en dépenses et en recettes  
Opérations des comptes spéciaux en soldes  
Tableau des flux de trésorerie  
Situation des correspondants du Trésor et personnes habilitées  
Dette financière de l'Etat

## NOTES MÉTHODOLOGIQUES – GLOSSAIRE

Les chiffres présentés sont les données cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier N jusqu'à la fin du mois M. Ces informations sont directement issues de la comptabilité générale de l'Etat.

Les chiffres « exécutés » 2009 correspondent aux données publiées à l'époque.

Les chiffres « retraités » 2009 correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changements de périmètre liées aux lois de finances 2010.

### **Autorisation d'engagement.**

Limite supérieure des dépenses pouvant être engagées.

### **Crédit de paiement.**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Les crédits de paiement présentés dans le tableau des dépenses budgétaires par titres et catégories ne sont pas détaillés par titres à l'exception du titre II (dépenses de personnel), en raison du niveau de répartition des crédits prévu par l'article 44 de la LOLF.

### **Solde budgétaire de l'exercice.**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire).

### **Solde budgétaire en gestion.**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives aux budgets des années courante et précédente exécutées au cours de la gestion N courant du 01/01/N au 31/12/N.

### **Période complémentaire.**

Opérations se rattachant au budget N exécutées au cours de la période allant du 01/01/N + 1 au 20/01/N + 1.

### **Titre.**

Dans le cadre de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001, les charges budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; *ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le résultat ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;*
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

### **Catégorie.**

La catégorie est une décomposition du titre. Elle identifie une typologie de dépenses relevant du titre.

### **Mission.**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle.

Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

### **Programme.**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

### **Prélèvements sur recettes.**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales et de la Communauté européenne.

**Fonds de concours.**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

**Comptes spéciaux.**

*Comptes spéciaux dotés de crédits :*

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception de deux comptes particuliers dotés de crédits évaluatifs.

*Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :*

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

**Tableau des flux de trésorerie (TFT).**

Le TFT présente la ventilation des opérations d'encaissements et de décaissements de l'Etat par nature de flux : flux d'activité, flux d'investissement et flux de financement. Ce tableau est élaboré de manière similaire au TFT présenté dans le compte général de l'Etat (CGE).

**Correspondants du Trésor.**

Déposants de fonds au Trésor public à titre obligatoire ou non.

**R & D.**

Remboursements et dégrèvements.

**FMI.**

Fonds monétaire international.

## COMMENTAIRES

Le solde d'exécution budgétaire de l'exercice à fin juin 2010 s'élève à - 61 672 millions € contre - 82 401 millions € l'année dernière à la même échéance. A périmètre constant, le solde budgétaire 2009 s'établissait à - 82 858 millions €.

### Les dépenses du budget général

Fin juin, les dépenses brutes du budget général s'élèvent à 182 859 millions € contre 198 400 millions € en 2009. Hors remboursements et dégrèvements (45 712 millions €), elles s'établissent à 137 147 millions € contre 138 631 millions € en 2009 à périmètre constant.

A périmètre constant, l'écart sur les dépenses brutes s'élève à 16 067 millions € et s'explique par une baisse des dépenses d'intervention de 15 438 millions €, imputable à une forte diminution des remboursements et dégrèvements, des dépenses d'investissement de 3 359 millions € et des dépenses de fonctionnement de 2 930 millions €, partiellement compensée par une augmentation des dépenses de personnel de 5 614 millions €. Cette hausse n'est pas significative car les dépenses de 2009 n'intégraient pas la paie de l'éducation nationale pour les programmes gérés dans la nouvelle application informatique de comptabilité « Chorus ».

Au cours du mois de juin, outre les remboursements et dégrèvements, l'analyse des dépenses par mission met en relief des dépenses au titre des équipements militaires pour 3 636 millions € à la défense, de subventions au Fonds national d'accès au logement pour 2 596 millions € à la ville et au logement, et d'exonérations de cotisations sociales et de dotations aux régions pour 1 366 millions € au travail et emploi.

### Les recettes du budget général

A périmètre courant, les recettes brutes du budget général s'élèvent fin juin 2010 à 135 513 millions € contre 139 144 millions € fin juin 2009.

Les recettes nettes du budget général s'établissent à 89 801 millions € contre 78 849 millions € en 2009.

Les recettes fiscales brutes s'élèvent à 176 459 millions € (130 747 millions € nettes des remboursements et dégrèvements contre 108 503 millions € en 2009).

Corrigées des changements de périmètre, les recettes fiscales brutes s'établissent à 176 459 millions € contre 168 582 millions € en 2009. Les recettes fiscales nettes s'élèvent à 130 747 millions € contre 108 287 millions € en 2009.

Les recettes brutes de TVA sont stables (84 286 millions € contre 84 031 millions € en 2009 à périmètre constant).

L'impôt sur le revenu brut s'élève à 31 398 millions € contre 31 748 millions € en 2009, en diminution de 1,1 %.

Les recettes brutes d'impôt sur les sociétés s'établissent à 27 908 millions € contre 27 886 millions € en 2009.

La taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) s'établit à 6 805 millions € contre 6 825 millions € en 2009 à périmètre constant.

Ce mois-ci, les recettes fiscales comptabilisent, principalement, les encaissements au titre du 2<sup>e</sup> acompte de l'impôt sur les sociétés pour 10 903 millions €, les recouvrements au titre des acomptes de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises pour 5 031 millions €, de cotisation foncière des entreprises pour 2 656 millions € et de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) à échéance du 15 juin pour 3 723 millions €.

Les recettes non fiscales (9 715 millions €) enregistrent ce mois-ci, au titre de la participation de l'Etat dans des entreprises financières, les dividendes de la Banque de France pour 1 702 millions €, d'EDF pour 937 millions €, de France-Télécom pour 285 millions €, d'Aéroports de Paris pour 71 millions €, de SAFRAN pour 48 millions € et de GIAT pour 31 millions €.

Elles enregistrent au titre de la participation de l'Etat dans les entreprises non financières le versement de 660 millions € de la Caisse des dépôts et consignations.

Le solde de la contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés au titre de 2009 s'élève à 407 millions €.

### Les opérations des comptes spéciaux

Les comptes spéciaux présentent, à périmètre constant, un solde cumulé hors FMI de - 14 326 millions € contre - 7 164 millions € en 2009.

Les principaux postes cumulés de dépenses des comptes spéciaux sont constitués des avances aux collectivités territoriales pour 27 936 millions €, des pensions pour 24 289 millions € et des opérations relatives à la gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat pour 18 655 millions €.

En matière de recettes, on relève 23 789 millions € au CAS Pensions, 18 980 millions € au titre d'opérations relatives à la gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat, 17 493 millions € au compte d'avances aux collectivités territoriales.

### **La trésorerie**

La situation de la trésorerie de l'Etat arrêtée fin juin présente un solde débiteur de 9 321 millions €, soit un encaissement net de 28 455 millions € au cours du mois écoulé.

Parmi les encaissements du mois, 42 368 millions € proviennent des impôts et taxes, 4 332 millions € des intérêts et dividendes reçus, 2 719 millions € d'autres encaissements et 23 485 millions € sont issus des émissions d'emprunts.

Les principaux flux de décaissements de la période écoulée concernent des dépenses d'intervention (17 749 millions €), des dépenses de personnel (10 688 millions €), des remboursements et restitutions sur impôts et taxes (5 937 millions €), d'autres décaissements (5 296 millions €) et des remboursements d'emprunts (4 111 millions €).

### **La dette financière**

L'encours de la dette financière de l'Etat au 30 juin 2010 s'établit à 1 242 751 millions €.

Les principales variations constatées au cours du mois de juin concernent des émissions d'OAT pour 11 656 millions €, de BTAN pour 8 826 millions € et de BTF pour 40 513 millions €, ainsi que des remboursements d'OAT pour 547 millions €, des BTAN pour 2 892 millions € et de BTF pour 29 935 millions €.

## SOLDE D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE

(Exercice 2010 du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 20 janvier 2011)

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de l'exercice	2010	2009 retraité	2009 exécuté
<b>I. BUDGET GENERAL</b>			
<b>GESTION COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :</b>			
Dotations des pouvoirs publics	1 014	1 019	1 019
Dépenses de personnel	60 137	54 523	56 487
Dépenses de fonctionnement	19 623	22 553	20 389
Charges de la dette de l'Etat	16 620	16 453	16 453
Dépenses d'investissement	3 790	7 149	7 149
Dépenses d'intervention	81 576	97 014	96 688
Dépenses d'opérations financières	99	215	215
<b>Total des Dépenses</b>	<b>182 859</b>	<b>198 926</b>	<b>198 400</b>
<b>Total des Dépenses (hors R et D)</b>	<b>137 147</b>	<b>138 631</b>	<b>138 105</b>
Recettes fiscales	176 459	168 582	168 798
Recettes non fiscales	9 715	7 636	7 800
Prélèvements sur recettes	-51 854	-54 005	-38 473
Fonds de concours	1 193	1 019	1 019
<b>Total des Recettes</b>	<b>135 513</b>	<b>123 232</b>	<b>139 144</b>
<b>Total des Recettes (hors R et D)</b>	<b>89 801</b>	<b>62 937</b>	<b>78 849</b>
<b>SOLDE GESTION N</b>	<b>-47 346</b>	<b>-75 694</b>	<b>-59 256</b>
<b>GESTION SUIVANTE (Opérations N de la période complémentaire exécutée en N+1) :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE GESTION N+1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>II. COMPTES SPECIAUX</b>			
<b>GESTION COURANTE :</b>			
Comptes d'affectation spéciale	74	1 526	1 526
Comptes de concours financiers	-14 735	-9 055	-25 036
Comptes de commerce	354	364	364
Comptes d'opérations monétaires	-19	-65	-65
<b>SOLDE CS GESTION N</b>	<b>-14 326</b>	<b>-7 230</b>	<b>-23 211</b>
<b>SOLDE CS GESTION (hors FMI)</b>	<b>-14 326</b>	<b>-7 164</b>	<b>-23 145</b>
<b>GESTION SUIVANTE (Opérations de la période complémentaire) :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE CS GESTION N+1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE CS GESTION N+1 (hors FMI)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année</b>	<b>-61 672</b>	<b>-82 924</b>	<b>-82 467</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année (hors FMI)</b>	<b>-61 672</b>	<b>-82 858</b>	<b>-82 401</b>

**SOLDE D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE EN GESTION**(Exercices 2009-2010 du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2010)

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de la gestion en cours	2010	2009 retraité	2009 exécuté
<b>I. BUDGET GENERAL</b>			
<b>BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :</b>			
Dépenses	5 546	2 228	2 228
Recettes	1 473	1 037	1 037
<b>SOLDE BUDGET N-1</b>	<b>-4 073</b>	<b>-1 191</b>	<b>-1 191</b>
<b>BUDGET DE L'ANNEE COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :</b>			
Dotations des pouvoirs publics	1 014	1 019	1 019
Dépenses de personnel	60 137	54 523	56 487
Dépenses de fonctionnement	19 623	22 553	20 389
Charges de la dette de l'Etat	16 620	16 453	16 453
Dépenses d'investissement	3 790	7 149	7 149
Dépenses d'intervention	81 576	97 014	96 688
Dépenses d'opérations financières	99	215	215
<b>Total des Dépenses</b>	<b>182 859</b>	<b>198 926</b>	<b>198 400</b>
<b>Total des Dépenses (hors R et D)</b>	<b>137 147</b>	<b>138 631</b>	<b>138 105</b>
Recettes fiscales	176 459	168 582	168 798
Recettes non fiscales	9 715	7 636	7 800
Prélèvements sur recettes	-51 854	-54 005	-38 473
Fonds de concours	1 193	1 019	1 019
<b>Total des Recettes</b>	<b>135 513</b>	<b>123 232</b>	<b>139 144</b>
<b>Total des Recettes (hors R et D)</b>	<b>89 801</b>	<b>62 937</b>	<b>78 849</b>
<b>SOLDE BUDGET N</b>	<b>-47 346</b>	<b>-75 694</b>	<b>-59 256</b>
<b>II. COMPTES SPECIAUX</b>			
<b>BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :</b>			
<b>SOLDE CS BUDGET N-1</b>	<b>7 426</b>	<b>8 523</b>	<b>8 523</b>
<b>SOLDE CS BUDGET N-1 (hors FMI)</b>	<b>7 166</b>	<b>8 234</b>	<b>8 234</b>
<b>BUDGET DE L'ANNEE COURANTE :</b>			
Comptes d'affectation spéciale	74	1 526	1 526
Comptes de concours financiers	-14 735	-9 055	-25 036
Comptes de commerce	354	364	364
Comptes d'opérations monétaires	-19	-65	-65
<b>SOLDE CS BUDGET N</b>	<b>-14 326</b>	<b>-7 230</b>	<b>-23 211</b>
<b>SOLDE CS BUDGET N (hors FMI)</b>	<b>-14 326</b>	<b>-7 164</b>	<b>-23 145</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année</b>	<b>-58 319</b>	<b>-75 592</b>	<b>-75 135</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année (hors FMI)</b>	<b>-58 579</b>	<b>-75 815</b>	<b>-75 358</b>

## DÉPENSES PAR TITRES ET CATÉGORIES

(Hors opérations des comptes spéciaux)

Unité : million d'€

Titres et catégories	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>TITRE 2</b>				
<b>Titre 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>				
Rémunérations d'activité		35 893	32 504	33 665
Cotisations et contributions sociales		23 729	21 543	22 338
Prestations sociales et allocations diverses		515	476	484
<b>TOTAL DES DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>117 336</b>	<b>60 137</b>	<b>54 523</b>	<b>56 487</b>
<b>AUTRES TITRES</b>				
<b>Titre 1 - DOTATIONS DES POUVOIRS PUBLICS</b>				
		<b>1 014</b>	<b>1 019</b>	<b>1 019</b>
<b>Titre 3 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>				
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		7 667	10 243	10 009
Subventions pour charges de service public		11 956	12 310	10 380
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>		<b>19 623</b>	<b>22 553</b>	<b>20 389</b>
<b>Titre 4 - CHARGES DE LA DETTE DE L'ETAT</b>				
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		16 620	16 453	16 453
<b>Total des charges de la dette de l'Etat</b>		<b>16 620</b>	<b>16 453</b>	<b>16 453</b>
<b>Titre 5 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>				
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		3 304	6 339	6 339
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		486	810	810
<b>Total des dépenses d'investissement</b>		<b>3 790</b>	<b>7 149</b>	<b>7 149</b>
<b>Titre 6 - DEPENSES D'INTERVENTION</b>				
Transferts aux ménages		16 897	18 011	17 982
Transferts aux entreprises		43 499	59 142	58 978
Transferts aux collectivités territoriales		9 937	9 344	9 344
Transferts aux autres collectivités		11 220	10 494	10 361
Appels en garantie		23	23	23
<b>Total des dépenses d'intervention</b>		<b>81 576</b>	<b>97 014</b>	<b>96 688</b>
<b>Titre 7 - DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES</b>				
Prêts et avances		20	73	73
Dotations en fonds propres		79	142	142
Dépenses de participations financières		0	0	0
<b>Total des dépenses d'opérations financières</b>		<b>99</b>	<b>215</b>	<b>215</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DES AUTRES TITRES</b>	<b>299 483</b>	<b>122 722</b>	<b>144 403</b>	<b>141 913</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>416 819</b>	<b>182 859</b>	<b>198 926</b>	<b>198 400</b>
Remboursements et dégrèvements	93 014	45 712	60 295	60 295
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL (Hors R et D)</b>	<b>323 805</b>	<b>137 147</b>	<b>138 631</b>	<b>138 105</b>



## DÉPENSES PAR MISSIONS ET PAR PROGRAMMES

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>2 680</b>	<b>1 421</b>	<b>1 407</b>	<b>1 375</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	1 758	876	915	883
Rayonnement culturel et scientifique	593	353	350	350
Français à l'étranger et affaires consulaires	329	192	142	142
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>2 677</b>	<b>1 295</b>	<b>1 252</b>	<b>1 248</b>
Administration territoriale (1)	0	0	0	792
Administration territoriale	1 780	806	836	42
Vie politique, culturelle et associative	264	152	93	93
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	633	337	323	321
<b>AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>4 226</b>	<b>2 017</b>	<b>1 444</b>	<b>1 437</b>
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	2 399	1 114	574	574
Forêt	393	254	178	178
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	584	301	302	301
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	850	348	390	384
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>3 574</b>	<b>1 944</b>	<b>2 066</b>	<b>1 939</b>
Aide économique et financière au développement	1 210	802	830	787
Solidarité à l'égard des pays en développement	2 330	1 134	1 226	1 142
Développement solidaire et migrations	34	8	10	10
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>3 430</b>	<b>1 651</b>	<b>1 646</b>	<b>1 646</b>
Liens entre la nation et son armée	152	62	73	73
Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	3 181	1 520	1 495	1 495
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	97	69	78	78
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>583</b>	<b>280</b>	<b>260</b>	<b>259</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	324	149	137	136
Conseil économique, social et environnemental	38	37	27	27
Cour des comptes et autres juridictions financières	221	94	96	96
<b>CULTURE</b>	<b>2 984</b>	<b>1 282</b>	<b>1 418</b>	<b>1 415</b>
Patrimoines	1 289	546	641	641
Création	831	376	411	411
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	864	360	366	363
<b>DEFENSE</b>	<b>38 290</b>	<b>15 843</b>	<b>20 328</b>	<b>20 305</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	1 828	687	956	956
Préparation et emploi des forces	21 800	9 727	10 823	10 823
Soutien de la politique de la défense	2 829	974	819	796
Equiperment des forces	11 833	4 455	7 730	7 730
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>577</b>	<b>222</b>	<b>226</b>	<b>225</b>
Coordination du travail gouvernemental	491	186	161	160
Présidence française de l'Union européenne (1)	0	0	28	28
Protection des droits et libertés	86	36	37	37
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES</b>	<b>14 882</b>	<b>5 129</b>	<b>4 931</b>	<b>4 771</b>
Infrastructures et services de transports	5 411	2 181	2 077	1 913
Sécurité et circulation routières	60	9	9	9
Sécurité et affaires maritimes	140	43	47	47
Météorologie	193	96	91	91
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	359	173	83	83
Information géographique et cartographique	74	36	38	38
Prévention des risques	319	107	78	78
Energie et après-mines	839	527	576	576

## DÉPENSES PAR MISSIONS ET PAR PROGRAMMES

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (2)	3 887	1 957	1 932	1 936
Démonstrateurs et plateformes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées et chimie verte (3)	1 600	0	-	-
Transport et urbanisme durables (3)	1 000	0	-	-
Véhicule du futur (3)	1 000	0	-	-
<b>ECONOMIE</b>	<b>8 584</b>	<b>719</b>	<b>862</b>	<b>857</b>
Développement des entreprises et de l'emploi	1 113	408	522	520
Tourisme	60	24	24	25
Statistiques et études économiques	426	198	217	214
Stratégie économique et fiscale	345	89	99	98
Croissance des petites et moyennes entreprises (3)	2 140	0	-	-
Développement de l'économie numérique (3)	4 500	0	-	-
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>44 652</b>	<b>17 622</b>	<b>17 559</b>	<b>17 559</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	42 950	16 619	16 452	16 452
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	248	23	23	23
Epargne	1 254	980	1 084	1 084
Majoration de rentes	200	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>61 340</b>	<b>31 246</b>	<b>27 169</b>	<b>27 159</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	17 608	8 897	7 252	7 252
Enseignement scolaire public du second degré	29 040	14 675	12 204	12 204
Vie de l'élève	3 753	2 194	2 264	2 264
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 042	3 751	3 728	3 728
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 128	1 021	1 038	1 023
Enseignement technique agricole	1 269	708	683	688
Internats d'excellence et égalité des chances (3)	500	0	-	-
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>11 791</b>	<b>5 894</b>	<b>5 722</b>	<b>5 643</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 452	4 474	4 243	4 177
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local : expérimentations Chorus	26	6	6	6
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	358	66	89	89
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	796	318	462	455
Conduite et pilotage des politiques économique et financière (hors Chorus) (3)	84	31	-	-
Facilitation et sécurisation des échanges	1 545	838	807	801
Fonction publique	221	114	104	104
Entretien des bâtiments de l'Etat	309	47	11	11
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>575</b>	<b>189</b>	<b>183</b>	<b>183</b>
Immigration et asile	488	167	174	174
Intégration et accès à la nationalité française	87	22	9	9
<b>JUSTICE</b>	<b>6 883</b>	<b>3 279</b>	<b>3 212</b>	<b>3 211</b>
Justice judiciaire	2 864	1 429	1 375	1 375
Administration pénitentiaire	2 695	1 147	1 140	1 140
Protection judiciaire de la jeunesse	777	357	379	378
Accès au droit et à la justice	295	221	212	212
Conduite et pilotage de la politique de la justice (2)	246	123	102	102
Conduite et pilotage de la politique de la justice (hors Chorus) (2)	6	2	4	4
<b>MEDIAS</b>	<b>1 141</b>	<b>272</b>	<b>297</b>	<b>297</b>
Presse	425	157	105	105
Soutien à l'expression radiophonique locale	29	6	8	8
Contribution au financement de l'audiovisuel	490	15	0	0
Action audiovisuelle extérieure	197	94	184	184

## DÉPENSES PAR MISSIONS ET PAR PROGRAMMES

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>OUTRE-MER</b>	<b>2 124</b>	<b>1 121</b>	<b>1 040</b>	<b>1 040</b>
Emploi outre-mer	1 315	772	713	713
Conditions de vie outre-mer	809	349	327	327
<b>PLAN DE RELANCE DE L'ECONOMIE</b>	<b>4 010</b>	<b>1 219</b>	<b>3 113</b>	<b>3 113</b>
Programme exceptionnel d'investissement public	819	42	391	391
Soutien exceptionnel à l'activité économique et à l'emploi	2 495	976	1 172	1 172
Effort exceptionnel en faveur du logement et de la solidarité	696	201	1 550	1 550
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>383</b>	<b>81</b>	<b>218</b>	<b>218</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	347	76	190	190
Interventions territoriales de l'Etat	36	5	28	28
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>1 018</b>	<b>1 014</b>	<b>1 019</b>	<b>1 019</b>
Présidence de la République	112	112	112	112
Assemblée nationale	534	534	534	534
Sénat	328	328	328	328
La Chaîne parlementaire	31	31	31	31
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	5	5
Conseil constitutionnel	12	9	9	9
Haute Cour	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	0	0	0
<b>PROVISIONS</b>	<b>60</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	60	0	0	0
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>46 830</b>	<b>12 457</b>	<b>13 113</b>	<b>13 113</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	12 226	5 805	6 372	6 372
Vie étudiante	2 025	1 310	1 342	1 342
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 287	2 411	2 360	2 360
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 239	614	646	646
Recherche spatiale	1 290	964	959	959
Recherche dans le domaine des risques et des pollutions (1)	0	0	1	157
Recherche dans le domaine de l'énergie (1)	0	0	0	327
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	928	540	485	485
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables (2)	1 283	494	649	166
Recherche duale (civile et militaire)	194	69	65	65
Recherche culturelle et culture scientifique	159	75	73	73
Enseignement supérieur et recherche agricoles	299	175	161	161
Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées (3)	1 000	0	-	-
Projets thématiques d'excellence (3)	3 050	0	-	-
Pôles d'excellence (3)	15 350	0	-	-
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (3)	1 500	0	-	-
Nucléaire de demain (3)	1 000	0	-	-
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>5 728</b>	<b>2 757</b>	<b>2 779</b>	<b>2 779</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 824	1 784	1 873	1 873
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	793	377	355	355
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 111	596	551	551
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>2 696</b>	<b>1 695</b>	<b>1 667</b>	<b>1 661</b>
Concours financiers aux communes et groupements de communes	777	382	388	388
Concours financiers aux départements	495	309	306	306
Concours financiers aux régions	903	746	721	717
Concours spécifiques et administration	521	258	252	250

## DÉPENSES PAR MISSIONS ET PAR PROGRAMMES

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>93 014</b>	<b>45 712</b>	<b>60 295</b>	<b>60 295</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	77 134	40 041	55 493	55 493
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	15 880	5 671	4 802	4 802
<b>SANTE</b>	<b>1 191</b>	<b>587</b>	<b>587</b>	<b>580</b>
Prévention et sécurité sanitaire	480	215	229	222
Offre de soins et qualité du système de soins	126	20	34	34
Protection maladie	585	352	324	324
<b>SECURITE</b>	<b>16 409</b>	<b>8 089</b>	<b>8 187</b>	<b>8 167</b>
Police nationale	8 764	4 425	4 346	4 336
Gendarmerie nationale	7 645	3 664	3 841	3 831
<b>SECURITE CIVILE</b>	<b>573</b>	<b>225</b>	<b>190</b>	<b>190</b>
Intervention des services opérationnels	289	101	98	98
Coordination des moyens de secours	284	124	92	92
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>12 353</b>	<b>6 861</b>	<b>6 254</b>	<b>6 222</b>
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	1 561	534	33	4
Actions en faveur des familles vulnérables	416	204	572	572
Handicap et dépendance	9 137	5 396	5 135	5 135
Egalité entre les hommes et les femmes	30	9	12	12
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	1 209	718	502	499
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>815</b>	<b>355</b>	<b>394</b>	<b>392</b>
Sport	236	111	98	98
Jeunesse et vie associative	190	54	81	81
Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative	389	190	215	213
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>12 295</b>	<b>6 942</b>	<b>6 595</b>	<b>6 589</b>
Accès et retour à l'emploi	5 997	3 841	3 216	3 216
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	4 872	2 666	2 961	2 961
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	77	36	45	45
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	849	399	373	367
Investissements dans la formation en alternance (3)	500	0	-	-
<b>VILLE ET LOGEMENT</b>	<b>8 451</b>	<b>3 439</b>	<b>3 493</b>	<b>3 493</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 105	436	480	480
Aide à l'accès au logement	5 370	2 596	2 444	2 444
Développement et amélioration de l'offre de logement	764	92	151	151
Politique de la ville	712	315	418	418
Rénovation thermique des logements (3)	500	0	-	-
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>416 819</b>	<b>182 859</b>	<b>198 926</b>	<b>198 400</b>

(1) Programme supprimé en 2010

(2) Libellé de programme modifié en 2010

(3) Programme créé en 2010

## RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL : RECETTES FISCALES

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
<b>11 - IMPOT SUR LE REVENU</b>				
Impôt sur le revenu	56 189	31 398	31 748	31 748
<b>12 - AUTRES IMPOTS DIRECTS PERCUS PAR VOIE D'EMISSION DE ROLES</b>				
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (2)	8 422	1 535	2 911	2 292
<b>13 - IMPOT SUR LES SOCIETES</b>				
Impôt sur les sociétés	52 300	27 908	27 886	27 886
<b>14 - AUTRES IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES</b>				
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	460	230	204	204
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	4 650	2 248	2 385	2 385
Préciput dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965, art. 3)	0	0	1	1
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	10	15	15
Impôt de solidarité sur la fortune	3 847	3 723	3 236	3 236
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	35	164	162	162
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	109	93	92	92
Cotisation minimale de taxe professionnelle	617	557	600	600
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	10	8	6	6
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	25	10	10	10
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	36	23	19	19
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	595	574	0	0
Cotisation nationale de péréquation sur la cotisation locale d'activité à partir de 2010	0	131	32	32
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	10 121	5 031	-	-
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	4 667	2 656	-	-
Recettes diverses	388	138	117	117
<b>TOTAL (14)</b>	<b>25 560</b>	<b>15 596</b>	<b>6 879</b>	<b>6 879</b>
<b>15 - TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS</b>				
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	14 498	6 805	6 825	7 030
<b>16 - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE</b>				
Taxe sur la valeur ajoutée	172 960	84 286	84 031	83 888
<b>17 - ENREGISTREMENT, TIMBRE, AUTRES CONTRIBUTIONS ET TAXES INDIRECTES</b>				
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	260	175	143	143
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	158	80	78	78
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	260	160	122	122
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	620	398	295	295
Mutations à titre gratuit par décès	6 771	3 218	3 165	3 165

## RECETTES FISCALES

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
Autres conventions et actes civils	340	175	175	175
Taxe de publicité foncière	263	155	148	148
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	2 791	1 738	1 697	1 697
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	135	62	55	55
Timbre unique	99	135	122	122
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	1	1
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	732
Autres taxes intérieures	253	207	197	197
Autres droits et recettes accessoires	4	4	2	2
Amendes et confiscations	50	24	22	22
Taxe générale sur les activités polluantes	193	44	43	43
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	41
Contribution carbone (1)	0	0	-	-
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	291	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	174	84	86	86
Autres droits et recettes à différents titres	4	146	13	13
Taxe sur les achats de viande	0	0	18	18
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	82	26	43	43
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	57	27	28	28
Taxe sur certaines dépenses de publicité	58	27	29	29
Taxe de l'aviation civile	70	20	34	34
Taxe sur les installations nucléaires de base	689	361	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	21	21	15	15
Produits des jeux exploités par la Française de Jeux	1 807	951	944	944
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	743	299	409	409
Prélèvements sur le produit brut des paris hippiques	726	305	336	336
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	1 289	0	-	-
Autres taxes	157	89	82	82
<b>TOTAL (17)</b>	<b>18 365</b>	<b>8 931</b>	<b>8 302</b>	<b>9 075</b>
<b>TOTAL DES RECETTES FISCALES</b>	<b>348 294</b>	<b>176 459</b>	<b>168 582</b>	<b>168 798</b>
Remboursements et dégrèvements	93 014	45 712	60 295	60 295
<b>TOTAL DES RECETTES FISCALES (Hors R et D)</b>	<b>255 280</b>	<b>130 747</b>	<b>108 287</b>	<b>108 503</b>

(1) Ligne de recettes créée en 2010

(2) Ligne de recettes non fiscales 2009 transférée en recettes fiscales en 2010 (FAR)

## RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL : RECETTES NON FISCALES

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
<b>21 - DIVIDENDES ET RECETTES ASSIMILEES</b>				
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	2 577	3 015	2 078	1 858
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	400	511	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	3 891	1 968	1 649	1 649
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>TOTAL (21)</b>	<b>6 868</b>	<b>5 494</b>	<b>3 727</b>	<b>3 507</b>
<b>22 - PRODUITS DU DOMAINE DE L'ETAT</b>				
Revenus du domaine public non militaire	260	114	130	130
Autres revenus du domaine public	65	27	30	30
Revenus du domaine privé	40	12	17	17
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	287	60	69	69
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1 131	417	513	278
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	30	10	24	24
Autres produits de cessions d'actifs	1	0	0	0
Autres revenus du domaine	35	5	14	14
<b>TOTAL (22)</b>	<b>1 849</b>	<b>645</b>	<b>797</b>	<b>562</b>
<b>23 - PRODUITS DE LA VENTE DE BIENS ET SERVICES</b>				
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	337	160	147	147
Frais d'assiette et de recouvrement des impôts et taxes établis au profit des collectivités territoriales	-	0	0	619
Autres frais d'assiette et de recouvrement	518	275	197	197
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	82	45	48	48
Produits de la vente de divers biens	2	0	2	2
Produits de la vente de divers services	205	52	68	68
Autres recettes diverses	10	7	7	7
<b>TOTAL (23)</b>	<b>1 154</b>	<b>539</b>	<b>469</b>	<b>1 088</b>
<b>24 - REMBOURSEMENTS ET INTERETS DES PRETS, AVANCES ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	140	73	36	36
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	4	2	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	25	8	9	9
Intérêts des autres prêts et avances	407	381	1	1
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	267	99	94	94
Autres avances remboursables sous conditions	7	1	5	5
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	30	7	7	7
<b>TOTAL (24)</b>	<b>886</b>	<b>571</b>	<b>152</b>	<b>152</b>

## RECETTES NON FISCALES

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
<b>25 - AMENDES, SANCTIONS, PENALITES ET FRAIS DE POURSUITES</b>				
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	640	256	264	264
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	250	66	112	112
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	50	3	3	3
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	25	4	4	4
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	780	363	395	395
Frais de poursuite	120	52	44	44
Frais de justice et d'instance	12	1	1	1
Intérêts moratoires	3	0	0	0
Pénalités	6	1	2	2
<b>TOTAL (25)</b>	<b>1 886</b>	<b>746</b>	<b>825</b>	<b>825</b>
<b>26 - DIVERS</b>				
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	700	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	144	93	1 118	1 118
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	118	49	45	45
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	18	5	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	380	202	169	169
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	100	21	25	25
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régaliennne	4	17	0	0
Frais d'inscription	8	4	4	4
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	7	4	3	3
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	5	1	1	1
Récupération d'indus	42	11	11	11
Recouvrements après admission en non-valeur	260	106	112	112
Divers versements des Communautés européennes	41	0	29	29
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	50	0	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	48	23	24	24
Recettes diverses en provenance de l'étranger	4	3	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	5	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	1 237	62	76	76
Produits divers	30	17	7	7
Autres produits divers	208	1 102	34	34
<b>TOTAL (26)</b>	<b>3 409</b>	<b>1 720</b>	<b>1 666</b>	<b>1 666</b>
<b>TOTAL DES RECETTES NON FISCALES</b>	<b>16 052</b>	<b>9 715</b>	<b>7 636</b>	<b>7 800</b>



## PRÉLÈVEMENTS SUR RECETTES ET FONDS DE CONCOURS

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
<b>PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT</b>				
<b>31- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-41 090	-20 545	-20 422	-20 423
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	-640	-320	-300	-300
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-28	0	-18	-18
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-184	-92	-82	-82
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle	-586	-293	-319	-319
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la TVA	-6 228	-3 114	-2 927	-2 927
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-2 059	-1 029	-1 036	-954
Dotation élu local	-65	-33	-32	-32
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-41	-20	-22	-22
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	-40	-20	-38	-38
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-250	-250	-250
Dotation départementale d'équipement des collèges	-326	-163	-163	-163
Dotation régionale d'équipement scolaire	-661	-331	-331	-331
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux	-282	-141	-150	-150
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	-203	-102	-108	-108
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	-15	-8	-5	-5
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-1	-1	-1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 000	-23	-1 860	-1 860
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle (1)	-31 798	-15 899	-15 899	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement (1)	-131	-66	-	-
<b>TOTAL (31)</b>	<b>-85 880</b>	<b>-42 450</b>	<b>-43 964</b>	<b>-27 983</b>
<b>32- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des Communautés européennes</b>				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du budget des Communautés européennes	-18 153	-9 404	-10 041	-10 490
<b>TOTAL (32)</b>	<b>-18 153</b>	<b>-9 404</b>	<b>-10 041</b>	<b>-10 490</b>
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT</b>	<b>-104 033</b>	<b>-51 854</b>	<b>-54 005</b>	<b>-38 473</b>
<b>FONDS DE CONCOURS</b>				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		1 018	902	902
Fonds de concours - coopération internationale		175	117	117
<b>TOTAL DES FONDS DE CONCOURS</b>	<b>3 122</b>	<b>1 193</b>	<b>1 019</b>	<b>1 019</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	<b>263 435</b>	<b>135 513</b>	<b>123 232</b>	<b>139 144</b>
Remboursements et dégrèvements	93 014	45 712	60 295	60 295
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES (Hors R et D)</b>	<b>170 421</b>	<b>89 801</b>	<b>62 937</b>	<b>78 849</b>

(1) Ligne créée en 2010

## OPÉRATIONS DES COMPTES SPÉCIAUX

(En dépenses et en recettes)

Unité : million d'€

Désignation	2010		2009 retraité		2009 exécuté	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
<b>COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>						
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	79	212	58	208	58	208
Développement agricole et rural	71	92	49	98	49	98
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	179	287	398	307	398	307
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	143	455	628	842	628	842
Pensions	24 289	23 789	23 586	24 790	23 586	24 790
<b>Total des Comptes d' Affectation Spéciale</b>	<b>24 761</b>	<b>24 835</b>	<b>24 719</b>	<b>26 245</b>	<b>24 719</b>	<b>26 245</b>
<b>COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS</b>						
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	123	67	313	39	313	39
Avances à l'audiovisuel public	1 562	792	1 492	756	1 492	756
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	340	99	315	107	315	107
Avances aux collectivités territoriales	27 936	17 493	25 154	23 659	41 135	23 659
Prêts à des Etats étrangers	3 455	227	130	38	130	38
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	6	9	6 252	2	6 252	2
<b>Total des Comptes de Concours Financiers</b>	<b>33 422</b>	<b>18 687</b>	<b>33 656</b>	<b>24 601</b>	<b>49 637</b>	<b>24 601</b>
<b>COMPTES DE COMMERCE</b>						
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	200	314	284	406	284	406
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	46	42	43	43	43	43
Couverture des risques financiers de l'Etat	1 178	1 202	1 246	1 246	1 246	1 246
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	61	12	239	217	239	217
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	18 655	18 980	18 374	18 757	18 374	18 757
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	8	0	8	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	38	33	50	49	50	49
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	278	229	398	290	398	290
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	9	7	11	9	11	9
<b>Total des Comptes de Commerce</b>	<b>20 465</b>	<b>20 819</b>	<b>20 653</b>	<b>21 017</b>	<b>20 653</b>	<b>21 017</b>
<b>COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>						
Emission des monnaies métalliques	81	72	97	105	97	105
Opérations avec le Fonds monétaire international	0	0	888	822	888	822
Pertes et bénéfices de change	14	4	23	16	23	16
<b>Total des Comptes d' Opérations Monétaires</b>	<b>95</b>	<b>76</b>	<b>1 008</b>	<b>943</b>	<b>1 008</b>	<b>943</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX</b>	<b>78 743</b>	<b>64 417</b>	<b>80 036</b>	<b>72 806</b>	<b>96 017</b>	<b>72 806</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)</b>	<b>78 743</b>	<b>64 417</b>	<b>79 148</b>	<b>71 984</b>	<b>95 129</b>	<b>71 984</b>

## OPÉRATIONS DES COMPTES SPÉCIAUX

(En soldes)

Unité : million d'€

Désignation	2010	2009 retraité	2009 exécuté
<b>COMPTES D'AFFECTION SPECIALE</b>			
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	133	150	150
Développement agricole et rural	21	49	49
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	108	-91	-91
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0
Participations financières de l'Etat	312	214	214
Pensions	-500	1 204	1 204
<b>Total des Comptes d' Affectation Spéciale</b>	<b>74</b>	<b>1 526</b>	<b>1 526</b>
<b>COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS</b>			
Accords monétaires internationaux	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	-56	-274	-274
Avances à l'audiovisuel	-770	-736	-736
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	-241	-208	-208
Avances aux collectivités territoriales	-10 443	-1 495	-17 476
Prêts à des Etats étrangers	-3 228	-92	-92
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	3	-6 250	-6 250
<b>Total des Comptes de Concours Financiers</b>	<b>-14 735</b>	<b>-9 055</b>	<b>-25 036</b>
<b>COMPTES DE COMMERCE</b>			
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	114	122	122
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	-4	0	0
Couverture des risques financiers de l'Etat	24	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	-49	-22	-22
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	325	383	383
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	-8	-8
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	-5	-1	-1
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	-49	-108	-108
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	-2	-2	-2
<b>Total des Comptes de Commerce</b>	<b>354</b>	<b>364</b>	<b>364</b>
<b>COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>			
Emission des monnaies métalliques	-9	8	8
Opérations avec le Fonds monétaire international	0	-66	-66
Pertes et bénéfices de change	-10	-7	-7
<b>Total des Comptes d' Opérations Monétaires</b>	<b>-19</b>	<b>-65</b>	<b>-65</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX</b>	<b>-14 326</b>	<b>-7 230</b>	<b>-23 211</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)</b>	<b>-14 326</b>	<b>-7 164</b>	<b>-23 145</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Unité : million d'€

		Juin		Cumul au 30 juin 2010		Evolution
		2010	2009	2010	2009	en %
Flux de trésorerie liés à l'activité	<b>Encaissements</b>	<b>50 198</b>	<b>47 116</b>	<b>203 267</b>	<b>204 808</b>	<b>-0,75%</b>
	Ventes de produits et prestations de service encaissées	90	113	437	648	-32,56%
	Autres recettes de fonctionnement	219	228	2 695	2 307	16,82%
	Impôts et taxes encaissés	42 368	33 085	171 328	163 683	4,67%
	Autres recettes régaliennes	306	448	2 467	2 524	-2,26%
	Recettes d'intervention	164	162	1 853	3 667	-49,47%
	Intérêts et dividendes reçus	4 332	2 187	8 496	6 560	29,51%
	Autres encaissements	2 719	10 893	15 991	25 419	-37,09%
	<b>Décaissements</b>	<b>42 603</b>	<b>39 328</b>	<b>263 290</b>	<b>271 711</b>	<b>-3,10%</b>
	Dépenses de personnel	10 688	6 555	60 526	56 826	6,51%
	Achats et prestations externes payés	1 781	1 744	6 554	8 272	-20,77%
	Remboursements et restitutions sur impôts et taxes	5 937	6 959	36 635	51 990	-29,53%
	Autres dépenses de fonctionnement	295	228	3 602	4 123	-12,64%
	Subventions pour charges de service public versées	707	1 007	12 309	10 415	18,19%
Dépenses d'intervention	17 749	14 243	91 557	76 191	20,17%	
Versements résultant de la mise en jeu de la garantie de l'Etat	0	0	7	23	-69,57%	
Intérêts payés	150	296	18 611	18 079	2,94%	
Autres décaissements	5 296	8 296	33 489	45 792	-26,87%	
	<b>Flux de trésorerie nets liés à l'activité (I)</b>	<b>7 595</b>	<b>7 788</b>	<b>-60 023</b>	<b>-66 903</b>	<b>10,28%</b>
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	<b>Acquisitions d'immobilisations</b>	<b>1 171</b>	<b>7 644</b>	<b>6 224</b>	<b>16 914</b>	<b>-63,20%</b>
	Immobilisations corporelles et incorporelles	1 079	1 091	2 367	7 842	-69,82%
	Immobilisations financières	92	6 553	3 857	9 072	-57,48%
	<b>Cessions d'immobilisations</b>	<b>72</b>	<b>192</b>	<b>8 740</b>	<b>9 034</b>	<b>-3,25%</b>
	Immobilisations corporelles et incorporelles	32	6	214	316	-32,28%
	Immobilisations financières	40	186	8 526	8 718	-2,20%
	<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement (II)</b>	<b>-1 099</b>	<b>-7 452</b>	<b>2 516</b>	<b>-7 880</b>	<b>131,93%</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Unité : million d'€

	Juin		Cumul au 30 juin 2010		Evolution	
	2010	2009	2010	2009	en %	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	<b>Emissions d'emprunt</b>	23 485	28 482	124 284	150 720	-17,54%
	OAT	12 501	13 667	80 029	60 454	32,38%
	BTAN	9 012	9 489	50 935	46 694	9,08%
	Solde des BTF	1 972	5 326	-6 680	43 572	-115,33%
	<b>Remb. des emprunts (hors BTF)</b>	4 111	107	44 953	44 207	1,69%
	Dette négociable	4 111	0	41 908	43 795	-4,31%
	OAT	814	0	16 593	27 590	-39,86%
	BTAN	3 297	0	25 315	16 205	56,22%
	Dette non négociable	0	107	3 045	412	639,08%
	<b>Flux liés aux instruments financiers à terme</b>	-71	-365	115	-35	428,57%
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement (III)</b>	19 303	28 010	79 446	106 478	-25,39%	
<b>Flux de trésorerie nets non ventilés (IV)</b>	2 656	1 446	8 698	-3 299	363,66%	
<b>VARIATION DE TRESORERIE (V=I+II+III+IV=VII-VI)</b>	28 455	29 792	30 637	28 396	7,89%	
<b>TRESORERIE EN DEBUT DE PERIODE (VI)</b>	-19 134	-22 404	-21 316	-21 008	-1,47%	
<b>TRESORERIE EN FIN DE PERIODE (VII)</b>	9 321	7 388	9 321	7 388	26,16%	

## SITUATION DES CORRESPONDANTS DU TRÉSOR ET PERSONNES HABILITÉES

(Situation à la fin du mois)

Unité : million d'€

Correspondants du Trésor et personnes habilitées		2010			2009	
		Situation au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin juin	Situation fin juin
<b>Organismes à caractère financier</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	19	506	525	0	0
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	80 508	80 508	11	10
	Natixis banque	3	396	305	94	83
	La Poste	2	18	18	2	1
	Autres organismes à caractère financier	186	116 664	116 873	-23	233
<b>CEPL</b>	Régions	935	22 291	22 772	454	435
	Départements	3 668	47 392	50 075	985	1 139
	Communes	15 299	57 486	59 238	13 547	13 314
	Hôpitaux	3 837	44 628	45 071	3 394	2 892
	HLM	192	6 153	6 202	143	119
	Autres CEPL	13 459	48 274	49 991	11 742	10 899
<b>DFT</b>	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	5 080	72 413	72 566	4 927	3 868
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	735	11 579	11 788	526	708
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	491	11 275	11 566	200	116
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	738	4 078	4 187	629	596
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	13 108	3 337	3 589	12 856	13 000	
<b>Communautés européennes</b>	1 284	13 469	14 387	366	426	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	Fonds et Fondations	71	166	196	41	38
	GIP	230	1 091	1 157	164	231
	EPLE	1 876	4 795	4 388	2 283	2 485
	Autres correspondants	3 106	24 283	22 976	4 413	1 397
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	1	0	1	0	0
	Intérêts courus sur comptes DFT	61	0	61	0	0
<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	1 851	3 013	2 887	1 977	1 905	
<b>CAT</b>	<b>Compte à terme de l'ERAP, de l'ERAFP et de l'AFITF</b>	0	0	0	0	0
<b>Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	492	3 316	1 246	2 562	468	
<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	4	0	4	0	0	
<b>Total Passif (I)</b>	<b>66 739</b>	<b>577 131</b>	<b>582 577</b>	<b>61 293</b>	<b>54 363</b>	
<i>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</i>	1	0	0	1	1	
<i>Découverts des correspondants du Trésor</i>	1	0	1	0	0	
<b>Total Actif (II)</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	
<b>SOLDE NET de la dette de l'Etat à l'égard des correspondants (III = I-II)</b>	<b>66 737</b>	<b>577 131</b>	<b>582 576</b>	<b>61 292</b>	<b>54 362</b>	

DFT = Dépôts de Fonds Trésor. CAT = Comptes A Terme

## DETTE FINANCIÈRE DE L'ÉTAT

(Hors intérêts courus et intérêts constatés d'avance)

Unité : million d'€

Dette financière de l'Etat	Exercice 2010			Exercice 2009		
	Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin juin	Situation fin juin	
<b>Dette négociable (I)</b>	Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	718 847	76 848	16 505	779 190	711 544
	Titres en monnaie étrangère	0	0	0	0	0
	Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN)	215 018	49 580	25 128	239 470	227 865
	Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	214 120	222 494	220 568	216 046	181 853
	Autres titres négociables	0	0	0	0	0
	<b>Total dette négociable (I)</b>	<b>1 147 985</b>	<b>348 922</b>	<b>262 201</b>	<b>1 234 706</b>	<b>1 121 262</b>
<b>Dette non négociable (II)</b>	Titres non négociables	0	0	0	0	6
	Dette exigible :	249	253 762	253 764	247	256
	- OAT	0	13 887	13 887	0	0
	- BTAN	0	16 285	16 285	0	0
	- BTF	0	220 568	220 568	0	0
	- Autres titres non négociables	249	3 022	3 024	247	256
	Autres emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0
<b>Total dette non négociable (II)</b>	<b>249</b>	<b>253 762</b>	<b>253 764</b>	<b>247</b>	<b>262</b>	
<b>Autres emprunts (III)</b>	<b>Total autres emprunts (III)</b>	<b>10 486</b>	<b>334</b>	<b>3 022</b>	<b>7 798</b>	<b>11 335</b>
<b>TOTAL DETTE FINANCIERE DE L' ETAT (IV = I+II+III)</b>		<b>1 158 720</b>	<b>603 018</b>	<b>518 987</b>	<b>1 242 751</b>	<b>1 132 859</b>